

DÉRACINEMENT

# La grande solitude des Chibanis

Immigrés de la première génération, ils sont venus en France pour les grands travaux. A l'heure de la retraite, ces « anciens » ne parviennent pas à rentrer au pays

**B**oulevard de Belleville, dans l'est de Paris. Certains marchent seuls, sans but précis. D'autres, le dos légèrement voûté, les mains ankylosées par l'arthrose et la peau burinée par le soleil des chantiers, discutent à quatre ou cinq, sur un banc, toujours le même. De quoi parlent-ils ? Du pays, souvent.

Venus du Maghreb il y a une quarantaine d'années, ces travailleurs immigrés de la première heure sont arrivés en France à l'époque des Trente Glorieuses et des grands travaux. Ils ont construit les autoroutes, les grands ensembles immobiliers, les lignes de métro. « Chaque année, je me disais que j'allais repartir m'installer au pays, raconte Youssef, 67 ans, retraité du bâtiment. Mais j'y restais un mois et je revenais en France. J'étais coincé. Je devais continuer à envoyer de l'argent à ma femme. Pour elle et, surtout, pour que mes enfants aillent à l'école. » La réussite scolaire

de leur progéniture est l'une des rares compensations de ces hommes, ces « pères-portefeuilles », comme les appellent Philippe Bohelay et Olivier Daubard, les auteurs de *Chibanis* (Bleu autour), les anciens, en arabe.

**Rentrer, c'est aussi perdre les droits sociaux**

Arrivés seuls, ils sont maris et pères. Officiellement, en tout cas. Dans les faits, ce sont de « faux célibataires » : venus avant les dispositions sur le regroupement familial, ils ont laissé leurs proches au pays et y retournent une ou deux fois par an, les valises chargées de cadeaux. C'est le système de la « navette ». Pour les épouses restées au pays, on parle de « veuvage blanc ». Leurs enfants, ils les ont vu grandir sur des photos, et les écoutent en boucle grâce aux cassettes audio envoyées par la poste. Aujourd'hui retraités, rien ne semble plus les retenir loin de leur famille. Pourtant, la plupart ont décidé de vivre leurs dernières années en France,

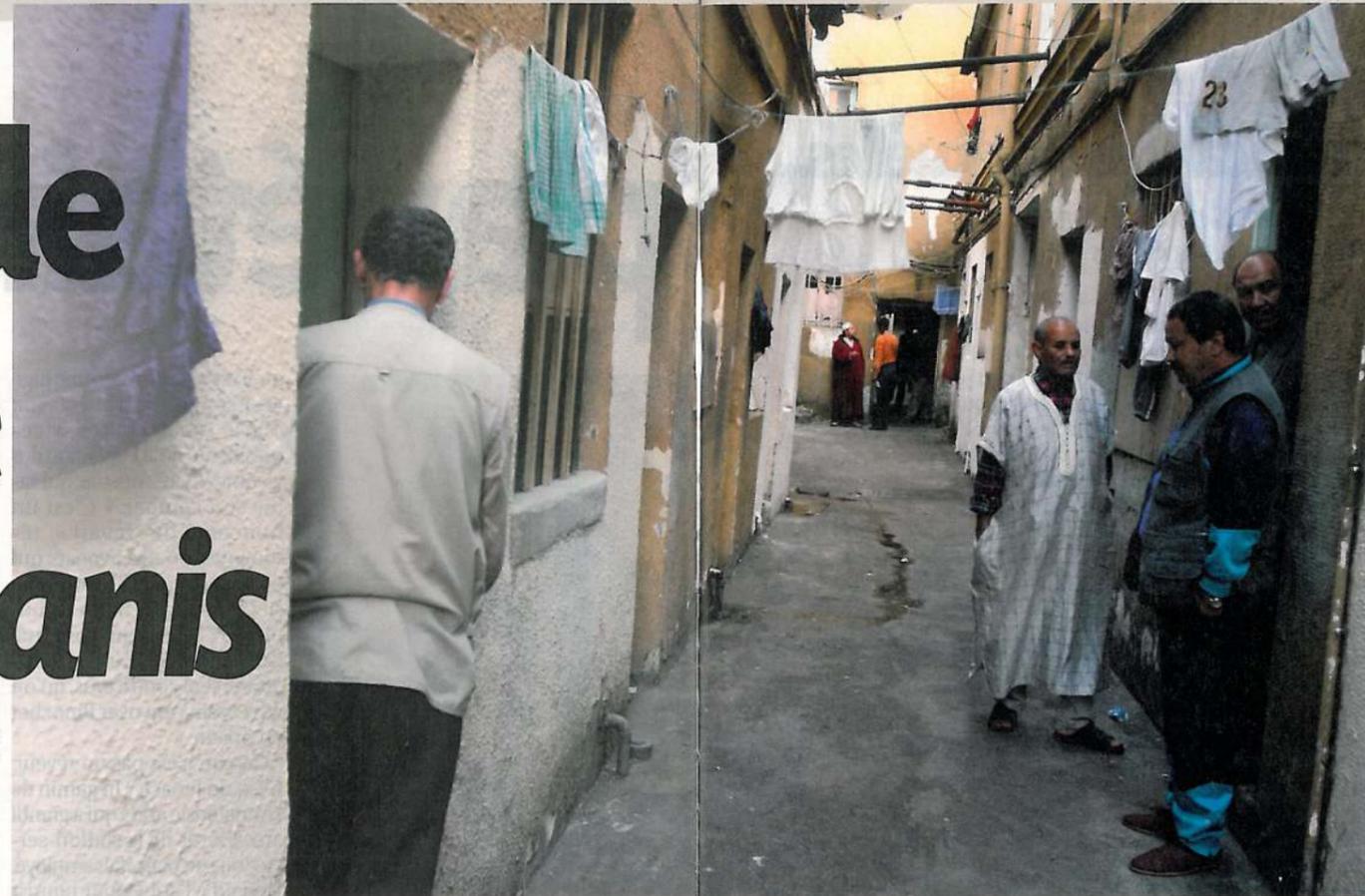
malgré l'isolement, malgré la précarité. Car, pour eux, rentrer au pays, c'est aussi perdre les droits sociaux – assurance-maladie et retraite – dont ils bénéficient ici.

Un scénario difficile à envisager pour ces ex-travailleurs de force. « Leur état physique est calamiteux, explique un médecin qui fait des tournées dans des foyers de travailleurs. Outre les problèmes dus à la vieillesse, ils développent des pathologies spécifiques à leurs anciens métiers : problèmes respiratoires et cardiaques, rhumatismes. Beaucoup sont en invalidité et, chez eux, sans couverture sociale, ils ne peuvent pas se faire soigner. » Quant à leur retraite, ils en envoient au pays la moitié, qui constitue le seul revenu de la famille. Couronnement des emplois peu qualifiés et précaires, des travaux non déclarés, d'une alternance de chômage et de période d'activité, leur pension est souvent peu élevée. Selon un récent rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur

les immigrés vieillissants, la majorité des Maghrébins retraités vivant en foyer depuis plus de vingt ans disposent d'un revenu inférieur à 450 euros par mois.

Pour ces vieux immigrés, la retraite, c'est aussi la confrontation avec la complexité administrative, complexité d'autant plus grande que la plupart lisent mal le français. Beaucoup, qui pensaient repartir vite, n'ont pas conservé les attestations de leurs multiples employeurs. Certains documents d'état civil sont quasi impossibles à obtenir dans leur pays d'origine. Bref, les dossiers de retraite se transforment en véritables casse-tête.

C'est notamment pour les aider dans ces démarches administratives que Moncef Labidi, sociologue de formation et engagé de longue date dans le milieu associatif, a créé un « café social », le premier du genre, dans la capitale. Réservé aux immigrés de 55 ans et plus de toutes les nationalités, il est essentiellement fré-



Hôtel Figuig, à Paris (ci-contre et ci-dessous). Dans certaines chambres, les Chibanis s'entassent à quatre.

dissement pour se rendre au café social de Belleville. Jusqu'à la fermeture. « Ça me permet de passer le temps », raconte-t-il.

Passer le temps, et rendre plus agréable ce que Moncef Labidi appelle un « entre-deux-mondes », l'univers de ces déracinés qui se pensent toujours considérés comme des étrangers en France et pourtant s'y sentent chez eux. « J'ai vécu plus de temps ici qu'au pays, confie l'un d'eux. Lorsque je rentre au Maroc, je n'arrive pas me faire réadapter par les miens. » Telle est l'autre raison de cet impossible retour, moins avouable pour ces hommes à la fierté fragile. Rentrer au pays dans la misère, c'est avouer l'échec d'une vie. Eux qui pensaient y revenir au bout de quelques années, fortune faite, habitent

Plus vraiment « de là-bas », pas tout à fait « d'ici »



quenté par des Maghrébins. Dans la vaste pièce aux couleurs chatoyantes, un groupe joue aux dominos en sirotant des cafés. Un peu plus loin, deux anciens ont sorti le jeu de dames. La porte s'ouvre. Celui-ci vient pour son rendez-vous avec l'assistante sociale : « Elle va m'aider pour ma retraite ». Subventionné par la mairie, le café Ayyem Zamen (le Temps jadis, en arabe) a le statut d'association. Son but ? « Aider ces vieilles personnes à connaître leurs droits grâce à l'assistante sociale qui tient des perma-

nences, mais aussi rompre l'isolement en les accueillant dans un cadre agréable où ils peuvent prendre un café ou un thé à peu de frais », explique Moncef Labidi.

Ali, 69 ans, est l'un des ces 40 000 immigrés maghrébins de la première génération. A 19 ans, il a quitté sa Tunisie natale pour les chantiers de la capitale. « C'était en 1957, j'avais 23 ans, raconte-t-il en souriant. Je suis un vrai Parisien d'adoption. » Tous les jours, à 9 h 30, il quitte son petit meublé du XVII<sup>e</sup> arron-

nement, mais aussi rompre l'isolement en les accueillant dans un cadre agréable où ils peuvent prendre un café ou un thé à peu de frais », explique Moncef Labidi. Ali, 69 ans, est l'un des ces 40 000 immigrés maghrébins de la première génération. A 19 ans, il a quitté sa Tunisie natale pour les chantiers de la capitale. « C'était en 1957, j'avais 23 ans, raconte-t-il en souriant. Je suis un vrai Parisien d'adoption. » Tous les jours, à 9 h 30, il quitte son petit meublé du XVII<sup>e</sup> arron-

hommes ont toujours été reconnus par leur qualité de travailleurs immigrés, analyse Nadia Chaabane, de l'Association des Tunisiens en France. Mais, retraités, ils ne sont plus rien. » Résultat : les dépressions sont nombreuses et l'éthylisme fait des ravages.

Depuis 1968, Mohammed est installé à Paris, à l'hôtel Figuig, du nom d'une oasis marocaine. Derrière une porte brinquebalante : une cour encadrée de deux bâtiments lépreux étayés par des poutres de fortune. Dans sa chambre d'une dizaine de mètres carrés : deux lits à barreaux posés sur le lino troué par l'usure. Les murs suintent d'humidité. Un environnement pénible pour cet ancien fondeur, atteint d'asthme chronique. Son colocataire, un Algérien de 63 ans, est reparti « au bled » pour quelques semaines. Dans certaines chambres, ils s'entassent à quatre. Déclaré insalubre en 2001, cet « hôtel » abrite 175 personnes, dont 80 % ont plus de 60 ans. « Nous cherchons à racheter l'endroit pour le transformer en résidence sociale, mais, pour l'instant, le propriétaire refuse de vendre », commente-t-on à la mairie. Si la plupart des locataires ont déposé des demandes de logement, en vain, aucun ne songe à repartir au pays. Comment se faire accepter en tant que père et mari après quarante ans d'absence ? « Le plus dur, pour eux, c'est de ne pas être reconnus par leurs fils, pour lesquels ils ont sacrifié leur vie, affirme Nadia Chaabane. Mais ils ne l'admettront jamais à haute voix. » Plus vraiment « de là-bas », pas tout à fait « d'ici », cette génération « invisible et silencieuse », comme l'appellent les auteurs du rapport de l'Igas sur les immigrés vieillissants, nourrit une colère rentrée : celle d'être oubliée de tous. Ils savent qu'à la fin ils retourneront de l'autre côté de la Méditerranée. Tous ont demandé qu'après leur mort leur corps soit rapatrié et enterré au pays. ● **Marie Cousin**